



EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du lundi 4 juillet 2022

Nombre de conseillers en exercice : 33

Extrait de la délibération affiché le **6 juillet 2022**.

L'an deux mille vingt-deux, **le quatre juillet à dix-huit heures** par suite de la convocation de Monsieur le Maire en date du 28 juin 2022, le Conseil Municipal s'est réuni dans la Salle La Minot à la Maison de l'Enfance et de la Famille, sous la présidence de Monsieur **Jérôme DUBOST**, Maire.

Étaient présents : 26

Jérôme **DUBOST**, Fabienne **MALANDAIN**, Nicolas **SAJOUS**, Agnès **SIBILLE**, Damien **GUILLARD**, Pascale **GALAIS**, Yannick **LE COQ**, Sylvain **CORNETTE**, Véronique **BLONDEL**, Gilles **BELLIERE**, Patrick **DENISE**, Cédric **DESCHAMPS-HOULBREQUE**, Isabelle **NOTHEAUX**, Edith **LEROUX**, Nicolas **BERTIN**, Isabelle **CREVEL**, Thierry **GOUMENT**, Jean-Pierre **LAURENT**, Aurélien **LECACHEUR**, Catherine **OMONT**, Aliko **PERENDOUKOU**, Virginie **VANDAELE**, Corinne **CHOUQUET**, Laurent **GILLE**, Nicole **LANGLOIS**, Arnaud **LECLERRE**.

Excusés ayant donné pouvoir : 6

Éric **LE FEVRE** donne pouvoir à Jérôme **DUBOST**
Jean-Luc **HEBERT** donne pouvoir à Yannick **LE COQ**
Aline **MARECHAL** donne pouvoir à Isabelle **CREVEL**
Sandrine **VEERAYEN** donne pouvoir à Catherine **OMONT**
Agnès **MONTRICHARD** donne pouvoir à Arnaud **LECLERRE**
Christel **BOUBERT** donne pouvoir à Fabienne **MALANDAIN**

Retardée ayant donné pouvoir : 1

Virginie **LAMBERT** donne pouvoir à Nicole **LANGLOIS**

Secrétaire de séance

Aurélien **LECACHEUR** est désigné Secrétaire de séance

CONSEIL MUNICIPAL

Séance du lundi 4 juillet 2022

2022.07/88

FINANCES – EXONÉRATION DE TAXE FONCIÈRE SUR LES PROPRIÉTÉS BATIES ACCORDÉE POUR 2 ANS AUX CONSTRUCTIONS NEUVES

M. Jérôme DUBOST, Maire. - La réforme fiscale mise en place le 1er janvier 2021 a conduit à la disparition de la taxe d'habitation pour les résidences principales. La Ville de Montivilliers perçoit depuis cette date un produit de taxe foncière résultant de la fusion des anciennes parts communale et départementale de la taxe foncière.

Jusqu'à présent, l'article 1383 du Code général des impôts prévoyait des exonérations de foncier bâti pour les constructions neuves durant les deux années qui suivent celle de leur achèvement. Désormais, l'article 1383 du code général des impôts permet au conseil municipal, par délibération, de limiter l'exonération de deux ans de taxe foncière sur les propriétés bâties à usage d'habitation en appliquant un pourcentage allant de 40 à 90% de la base imposable.

Les constructions concernées par l'exonération sont les constructions nouvelles, additions de construction, reconstructions à usage d'habitation ainsi que les conversions de bâtiments agricoles en logement ou en usine.

Le conseil municipal peut également décider de limiter l'exonération aux seuls immeubles qui ne sont pas financés au moyen de prêts aidés de l'Etat prévus aux articles L.301-1 à L.301-6 du code de la construction et de l'habitation ou de prêts conventionnés.

Je vous propose de porter à 40 % la limitation de l'exonération accordée aux locaux d'habitation, qu'ils ne bénéficient pas d'un prêt aidé par l'Etat. Les acquéreurs de bien neufs, sauf les acquéreurs de locaux acquis avec un prêt aidé (prêt à taux zéro, prêt conventionné...), bénéficieront ainsi d'une exonération de 40 % de la base imposable pendant deux ans.

Cette délibération doit être soumise au vote du conseil municipal avant le 1er octobre 2022 pour être applicable au 1er janvier 2023.

Compte tenu de ces éléments d'information, je vous propose d'adopter la délibération suivante :

LE CONSEIL MUNICIPAL,

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU la loi n° 2019-1479 du 28 décembre 2019 ;

VU les articles 1383, 1639A et 1639A bis du Code général des impôts ;

Sa commission municipale, Finances réunie le 29 juin 2022, consultée,

VU le rapport de Monsieur Le Maire ;

Après en avoir délibéré,

DÉCIDE

- De fixer à 40 % le taux d'exonération de la base imposable de la taxe foncière sur les propriétés bâties pour les constructions nouvelles, reconstructions et additions de construction à usage d'habitation durant les deux années qui suivent celle de leur achèvement uniquement pour ceux des immeubles qui ne sont pas financés au moyen de prêts aidés de l'Etat prévues aux articles L. 301-1 à L. 301-6 du code de la construction et de l'habitation ou de prêts conventionnés.

ADOPTÉE À LA MAJORITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS.

Pour : 31

Contre : 2 (Laurent GILLE, Corinne CHOUQUET)

Ainsi délibéré, les jours, mois et an susdits.

Pour extrait conforme au registre dûment signé.